

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

24 janvier 2023

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à une stratégie climatique intégrée
pour la Défense**

(déposée par MM. Guillaume Defossé
et Wouter De Vriendt)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 januari 2023

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende een geïntegreerde klimaatstrategie
voor Defensie**

(ingediend door de heren Guillaume Defossé
en Wouter De Vriendt)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

INTRODUCTION

Le changement climatique affecte considérablement la sécurité nationale et internationale. La Défense est confrontée au changement climatique de différentes manières. Premièrement, le changement climatique peut être l'une des principales causes de conflits, et attiser les conflits existants. Ensuite, il présente des risques pour le territoire de la Belgique, menaçant ses intérêts vitaux, notamment en raison d'un risque accru d'inondations. Enfin, le secteur de la défense est lui-même un gros émetteur de gaz à effet de serre (GES).

Cela explique pourquoi la crise climatique est de plus en plus prioritaire dans de nombreux départements de la défense. En Belgique, la première stratégie de sécurité nationale a été adoptée le 1^{er} décembre 2021 par le Conseil national de sécurité et Mme Ludivine Dedonder, ministre de la Défense, a publié le plan STAR le 7 mai 2022. Ces deux documents confirment l'impact significatif du changement climatique sur la Défense. Partant de ce constat, l'heure est venue de proposer une stratégie climatique intégrée pour la Défense.

Cette stratégie inclut la stratégie à l'égard de l'étranger, d'une part, et la politique interne, d'autre part. Tant au cours de ses missions d'aide à la nation, par exemple après les inondations de 2021, que lors de ses missions à l'étranger, la Défense doit de plus en plus tenir compte du changement climatique. Il convient que la Défense envisage cette problématique de manière transversale et qu'elle se positionne en acteur de la lutte contre le réchauffement planétaire en prenant de nouvelles mesures en matière de politique d'achat et de durabilisation interne (I), ainsi que des mesures aux niveaux national (II) et international (III).

I. — DURABILISATION INTERNE DE LA DÉFENSE

Pour la Défense, l'environnement et le climat ne sont des priorités que depuis peu. En effet, ce n'est qu'en 2022 que la thématique climatique a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de la Conférence de Munich sur la sécurité, celle-ci étant un forum majeur de discussion des questions de sécurité depuis 1963.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

INLEIDING

De klimaatverandering heeft een grote impact op de nationale en internationale veiligheid. Defensie wordt op verschillende manieren geconfronteerd met de klimaatverandering. Ten eerste is de klimaatverandering een van de mogelijke grondoorzaken van conflicten en kan het bestaande conflicten verder aanwakkeren. Daarnaast zijn er risico's op het Belgisch grondgebied, waarbij de vitale belangen onder druk komen te staan, zoals door een vergrote kans op overstromingen. Ten derde, de defensiesector is zelf een grote uitstoter van broeikasgassen.

De klimaatcrisis staat in veel defensiedepartementen daarom terecht telkens hoger op de agenda. In België werd op 1 december 2021 de eerste Nationale Veiligheidsstrategie aangenomen door de Nationale Veiligheidsraad en op 7 mei 2022 werd het STAR-plan van minister van Defensie Ludivine Dedonder gepubliceerd. Beide documenten bevestigen de significante impact van de klimaatverandering op Defensie. Vanuit deze vaststelling is er ruimte voor een geïntegreerde klimaatstrategie voor Defensie.

Een dergelijke klimaatstrategie heeft betrekking op de buitenlandstrategie enerzijds, en op het intern beleid anderzijds. Zowel in haar rol van hulpverlener aan de natie, zoals na de overstromingen in 2021, als in haar missies in het buitenland, is Defensie genooddaakt steeds meer rekening te houden met de klimaatverandering. Het is nuttig dat Defensie deze problematiek transversaal benadert en zich positioneert als actor in de strijd tegen de opwarming van de aarde door verdere acties te nemen op het vlak van het aankoopbeleid en de interne verduurzaming (I), alsmede op zowel nationaal (II) en internationaal niveau (III).

I. — DE INTERNE VERDUURZAMING VAN DEFENSIE

Het milieu en het klimaat zijn pas recent prioriteiten voor Defensie. Zo stond het thema klimaat in 2022 voor het eerst geagendeerd op de Veiligheidsconferentie in München, de *Munich Security Conference*, een toonaangevend forum voor de bespreking van veiligheidsuitdagingen sinds 1963. Pas in 2022 stond, naast

Ce n'est que depuis 2022, donc, que le climat figure, à côté de la guerre en Ukraine, au cœur des débats de cette Conférence.

Si la sécurité et la fiabilité occupent, à juste titre, une place centrale dans les achats de la Défense, la durabilité et le respect de l'environnement ne doivent pas en être exclus. La pression exercée sur l'industrie de la défense pour se décarboner ne cesse de s'intensifier. Les investisseurs entendent durabiliser massivement leurs portefeuilles et l'industrie de la défense devra s'y adapter. Les forces armées font partie des plus gros émetteurs de CO₂, les *Scientists for Global Responsibility* (SGR) estimant que les armées et l'industrie de la défense sont responsables de 6 % des émissions mondiales. Le ministère américain de la Défense est même le plus gros consommateur institutionnel de combustibles fossiles au monde selon une étude publiée par l'Université Brown en 2019. Une étude de l'Observatoire britannique des conflits et de l'environnement (*Conflict and Environment Observatory*) chiffre les émissions de CO₂ des forces armées de l'Union européenne à 24,8 millions de tonnes en 2019.

Outre l'urgence pour le secteur de la défense de réduire ses émissions de GES au plus vite, les forces armées doivent pouvoir travailler dans de nouvelles conditions, par exemple dans des conditions météorologiques plus extrêmes. Pour ce faire, le matériel et les uniformes devront être adaptés aux conditions météorologiques. Pour que la Défense soit durable, elle devra tenir compte des objectifs requis en matière de durabilité et être résiliente sur le plan climatique.

II. — DÉPLOIEMENT SUR LE TERRITOIRE NATIONAL: PRÉPARATION AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Sur le territoire belge également, le changement climatique sera lourd de conséquences. Les inondations de juillet 2021 ont permis d'en mesurer les effets. Tenter de prévenir de telles catastrophes et, lorsqu'elles adviennent, en réduire l'impact, doivent être une priorité absolue. La Défense s'est engagée, dans le cadre de l'aide à la nation, à soutenir les populations locales. L'aide fournie par la Défense a notamment consisté à pomper l'eau, à acheminer des biens et à évacuer les décombres. Selon une enquête de *Christian Aid*, publiée le 27 décembre 2021, le coût total des dégâts dans les zones inondées d'Europe s'élèverait à 38 milliards d'euros.

D'innombrables études indiquent que le nombre d'inondations et de tempêtes ne fera qu'augmenter à

de l'origine de la guerre en Ukraine, le climat figure, à côté de la guerre en Ukraine, au cœur des débats de cette Conférence.

De la sécurité et de la fiabilité occupent, à juste titre, une place centrale dans les achats de la Défense, la durabilité et le respect de l'environnement ne doivent pas en être exclus. La pression exercée sur l'industrie de la défense pour se décarboner ne cesse de s'intensifier. Les investisseurs entendent durabiliser massivement leurs portefeuilles et l'industrie de la défense devra s'y adapter. Les forces armées font partie des plus gros émetteurs de CO₂, les *Scientists for Global Responsibility* (SGR) estimant que les armées et l'industrie de la défense sont responsables de 6 % des émissions mondiales. Le ministère américain de la Défense est même le plus gros consommateur institutionnel de combustibles fossiles au monde selon une étude publiée par l'Université Brown en 2019. Une étude de l'Observatoire britannique des conflits et de l'environnement (*Conflict and Environment Observatory*) chiffre les émissions de CO₂ des forces armées de l'Union européenne à 24,8 millions de tonnes en 2019.

Néanmoins, la sécurité et la fiabilité occupent, à juste titre, une place centrale dans les achats de la Défense, la durabilité et le respect de l'environnement ne doivent pas en être exclus. La pression exercée sur l'industrie de la défense pour se décarboner ne cesse de s'intensifier. Les investisseurs entendent durabiliser massivement leurs portefeuilles et l'industrie de la défense devra s'y adapter. Les forces armées font partie des plus gros émetteurs de CO₂, les *Scientists for Global Responsibility* (SGR) estimant que les armées et l'industrie de la défense sont responsables de 6 % des émissions mondiales. Le ministère américain de la Défense est même le plus gros consommateur institutionnel de combustibles fossiles au monde selon une étude publiée par l'Université Brown en 2019. Une étude de l'Observatoire britannique des conflits et de l'environnement (*Conflict and Environment Observatory*) chiffre les émissions de CO₂ des forces armées de l'Union européenne à 24,8 millions de tonnes en 2019.

II. — BINNENLANDSE INZET: PARAAATHEID VOOR DE GEVOLGEN VAN DE KLIMAATVERANDERING

Ook op het Belgisch grondgebied zal de klimaatverandering een grote impact hebben. De overstromingen van juli 2021 illustreren op welke manier zich dit kan vertalen. Het moet een absolute prioriteit zijn om dergelijke rampen te voorkomen en in het geval van een ramp de impact ervan te verkleinen. Defensie werd, in het kader van hulp aan de natie, ingezet om de lokale bevolking te ondersteunen. Defensie hielp onder andere met het oppompen van water, alsook met het transporteren van goederen en puin. Volgens een onderzoek van *Christian Aid*, gepubliceerd op 27 december 2021, zou de totale schade in het Europese overstromingsgebied opgelopen zijn tot 38 miljard euro.

Talloze onderzoeken tonen aan dat het aantal overstromingen en stormen internationaal enkel zal toenemen.

travers le monde. Cette augmentation menace également les infrastructures vitales dont l'endommagement pourrait avoir des coûts importants sur le plan humain et sur le plan financier. Le Centre commun de recherche, le service scientifique de la Commission européenne, a calculé, en 2020, que le coût des inondations dues à la montée du niveau des mers pourrait atteindre, en Europe, 240 milliards d'euros par an. En 2020, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR¹) a publié un rapport sur les catastrophes naturelles dont les chiffres sont alarmistes. Entre 2000 et 2019, les Nations Unies (ONU ci-après) a recensé 7 348 catastrophes naturelles qui ont impacté 4,2 milliards de personnes. Ce chiffre a doublé en vingt ans. Selon l'ONU, cette hausse découle clairement du changement climatique.

III. — DÉPLOIEMENT À L'ÉTRANGER ET COORDINATION INTERNATIONALE: PRÉVENTION ET RÉACTION

L'augmentation constante des conséquences du changement climatique en matière de sécurité présente de multiples défis multidimensionnels et s'étend au-delà de la conception conventionnelle des questions de sécurité que nous connaissons aujourd'hui. La crise climatique exacerbe les conflits existants. À cet égard, on parle également d'un "multiplicateur de menaces", cette notion étant utilisée tant par l'OTAN que par l'Union européenne.

Le changement climatique menace sérieusement la stabilité internationale. Il entraîne une augmentation des tempêtes et des vagues de chaleur, des feux de forêt, des pénuries de matières premières et d'eau potable notamment, mais restreint aussi l'accès à un cadre de vie sûr et à l'enseignement. Les effets du changement climatique sont par ailleurs inégalement répartis dans le monde. Dans les régions qui sont et seront le plus impactées par le changement climatique, la société et l'administration ne sont pas assez robustes pour faire face aux multiples défis en matière de sécurité. Selon les prévisions, des États raisonnablement stables pourraient également être déstabilisés par les défis colossaux du changement climatique, comme des inondations et une migration incontrôlée. La fourniture d'une aide technique pour la gestion de l'eau peut être une manière de prévenir les conflits.

Sans sécurité climatique, le développement et la stabilité ne sont pas envisageables. Les sécheresses extrêmes

¹ L'UNDRR, anciennement UNISDR, est le bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (*UN Office for disaster risk reduction*)

Dit brengt ook risico's mee voor de vitale infrastructuur, waarbij schade kan leiden tot enorme menselijke en financiële kosten. Het Gemeenschappelijk Centrum voor Onderzoek, de wetenschappelijke dienst van de Europese Commissie, heeft in 2020 berekend dat de kostprijs van zee-overstromingen in Europa kan oplopen tot 240 miljard euro per jaar. In 2020 publiceerde het Bureau van de Verenigde Naties voor de beperking van het risico op rampen (UNISDR¹) een klimaatrapport over natuurrampen met schrijnende cijfers. In de periode 2000-2019 telde de Verenigde Naties (hierna: "VN") wereldwijd 7 348 natuurrampen, waarbij 4,2 miljard mensen zijn getroffen. Dat is een verdubbeling ten opzichte van de twintig jaar daarvoor. Volgens de VN is deze stijging een duidelijk gevolg van de klimaatverandering.

III. — BUITENLANDSE INZET EN INTERNATIONALE COÖRDINATIE: PREVENTIE EN RESPONS

De toenemende groei van veiligheidsimplicaties door de klimaatverandering vereist een verscheidenheid aan multidimensionale uitdagingen en gaat verder dan het conventionele begrip van de huidige veiligheidsvraagstukken. De klimaatcrisis versterkt bestaande conflicten. Dit wordt ook wel de "*threat multiplier*" genoemd, een term die zowel door de NAVO als door de Europese Unie wordt gebruikt.

De klimaatverandering heeft belangrijke gevolgen voor de internationale stabiliteit. Het leidt tot meer stormen en hittegolven, bosbranden, schaarste van onder andere grondstoffen en drinkwater, maar ook schaarste aan een veilige leefomgeving en toegang tot onderwijs. De gevolgen van de klimaatverandering zijn bovendien ongelijk verdeeld over de wereld. Daar waar de klimaatverandering de grootste impact heeft en zal hebben, is de maatschappij en het bestuur onvoldoende veerkrachtig om een antwoord te bieden op de legio veiligheidsuitdagingen. Daarnaast wordt verwacht dat redelijk stabiele staten ook gedestabiliseerd kunnen worden door de enorme uitdagingen die de klimaatverandering met zich meebrengt, zoals overstromingen en ongecontroleerde migratie. Technische ondersteuning bieden bij waterbeheer kan een vorm zijn van conflictpreventie.

Zonder klimaatveiligheid is er geen ruimte voor ontwikkeling en stabiliteit. Extreme droogte leidt tot watertekorten

¹ UNISDR is the United Nations Office for Disaster Risk Reduction.

provoquent des pénuries d'eau pouvant alimenter les conflits locaux. L'instabilité découlant du changement climatique peut servir de terreau à l'extrémisme. Et sur tous les continents, la sécheresse plonge les populations dans la pauvreté, ce qui menace le développement essentiel de nombreux pays et, partant, met en péril la sécurité régionale et internationale.

L'Afghanistan et le Mali sont des exemples de régions où la Défense a été déployée récemment et qui font face aux répercussions du changement climatique sur la sécurité. Le *Climate Security Expert Network*, qui réunit trente experts, est le fruit d'une collaboration internationale en matière de recherche sur le lien entre le climat et la sécurité. L'une des principales conclusions des experts est qu'il est absolument essentiel d'intégrer le changement climatique dans l'évaluation des risques et des stratégies de la Défense, sans quoi les efforts déployés pour construire la paix risquent même d'avoir l'effet inverse. Les catastrophes naturelles entraînent des coûts considérables sur les plans humain et économique, mais peuvent également être source de tensions sociales. Pour les militaires, des facteurs tels que le terrain, le climat et les conditions géographiques sont autant de données à prendre constamment en compte. La signification stratégique du changement climatique doit occuper une place de choix dans chaque analyse opérationnelle de la Défense.

Sahel

Dans la région du Sahel, on peut observer comment le changement climatique renforce les conflits existants. Les mauvaises récoltes et la pénurie d'eau poussent les jeunes vers les groupes extrémistes armés. Le changement climatique a un effet déstabilisant sur une situation déjà très instable. Selon l'institut de recherche international indépendant *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), il existe un lien entre le recrutement d'enfants par les groupes extrémistes armés et la rareté des précipitations. En effet, les recrutements sont nettement plus importants en période d'extrême sécheresse et dans les régions confrontées à une pénurie d'eau croissante.

MINUSMA², la mission de paix des Nations Unies au Mali, a eu un impact écologique sur l'environnement, ce qui a entraîné des protestations locales en raison de l'accélération de l'assèchement des puits dans la région. Les adversaires de la mission des Nations Unies profitent de cette occasion pour renforcer l'opposition à la mission. La réduction de l'empreinte écologique des

² MINUSMA: *Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali.*

die lokale conflicten kunnen voeden. De instabiliteit als gevolg van de klimaatverandering kan een voedingsbodem worden voor extremisme. Door de droogte worden mensen op alle continenten in armoede gedreven. Dit bedreigt de essentiële ontwikkeling van veel landen en hiermee ook de regionale en internationale veiligheid.

Afghanistan en Mali zijn voorbeelden van gebieden waar Defensie recent werd ingezet en die te kampen hebben met de veiligheidsgevolgen door de klimaatverandering. Het *Climate Security Expert Network*, bestaande uit dertig experts, is een internationale samenwerking voor onderzoek naar de link tussen het klimaat en de veiligheid. Een van de belangrijkste conclusies die de experts trekken, houdt in dat het absoluut essentieel is om de klimaatverandering mee te nemen in de risicobeoordelingen en strategieën van Defensie. Indien dit niet het geval zou zijn, dreigen de inspanningen tot vredesopbouw zelfs een omgekeerd effect te hebben. Natuurrampen brengen aanzienlijke menselijke en economische kosten met zich mee, maar kunnen bovendien leiden tot sociale spanningen. Voor militairen zijn factoren zoals het terrein, het klimaat en de geografische omstandigheden gegevens waar constant rekening mee gehouden moet worden. De strategische betekenis van de klimaatverandering moet een dominante plaats krijgen in iedere operationele analyse van Defensie.

Sahel

In de Sahelregio zien we hoe de klimaatverandering bestaande conflicten versterkt. De mislukte oogsten en de schaarste van water drijft de jonge bevolking naar gewapende extremistische groeperingen. De gevolgen van de klimaatverandering destabiliseren de reeds zeer instabiele situatie. Volgens het onafhankelijk internationaal onderzoeksinstituut *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) bestaat er een verband tussen de rekrutering van kinderen voor gewapende extremistische groeperingen en de schaarse regenval. Er vindt merkbaar meer rekrutering plaats in tijden van extreme droogte en in regio's van toenemende waterschaarste.

De vredesmissie van de Verenigde Naties, MINUSMA², heeft een ecologische impact gehad op de omgeving. Dit heeft geleid tot lokale protesten vanwege het sneller droog staan van de waterputten in de regio. De tegenstanders van de VN-missie grijpen dit aan om het verzet tegen de missie op te voeren. Het verminderen van de ecologische voetafdruk kan daarom ook een positief

² MINUSMA: *United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali.*

missions peut dès lors également avoir un effet positif sur leur efficacité, en l'occurrence grâce à l'adhésion de la population locale.

Afghanistan

En Afghanistan, les trois quarts de la population dépendent de l'agriculture. C'est pourquoi la politique de l'eau est cruciale pour fournir aux Afghans leurs moyens de subsistance. Or, aucune politique de l'eau efficace n'a été élaborée. De nombreux agriculteurs étaient depuis longtemps endettés vis-à-vis des talibans et n'avaient pas la moindre perspective. Cette situation a favorisé l'essor de la culture du pavot, qui permet aux talibans de s'enrichir grassement. Le changement climatique a ainsi contribué à renforcer les talibans.

Somalie

La Somalie est un pays extrêmement pauvre. On peut observer dans ce pays comment le changement climatique alimente les causes profondes de la piraterie. Le réchauffement des eaux côtières a un impact négatif sur les ressources halieutiques. Parallèlement, le nombre de grands chalutiers étrangers modernes est en forte augmentation depuis la dislocation de l'État somalien, ce qui entraîne une surpêche. La Somalie est actuellement confrontée à la sécheresse la plus extrême depuis quarante ans. Cette situation sans issue rend certains jeunes plus susceptibles de se tourner vers la piraterie ou d'être recrutés par des groupes terroristes. L'exemple de la Somalie montre que le changement climatique peut encore enfoncer davantage les États faibles.

Il est évident que le changement climatique entraîne une série de problèmes de sécurité. Le changement climatique n'est pas un problème de nature militaire, mais le secteur de la défense et de la sécurité joue un rôle important dans la limitation des conséquences du changement climatique. Le secteur de la défense est un partenaire essentiel dans la lutte contre la désorganisation mondiale causée par le changement climatique. Cette lutte requiert des efforts intenses et concrets, tant au niveau international qu'au niveau national.

Guillaume Defossé (Ecolo-Groen)
Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen)

effect hebben op de effectiviteit van missies, in dit geval de steun van de lokale bevolking.

Afghanistan

In Afghanistan is driekwart van de bevolking afhankelijk van landbouw. Het waterbeleid is daarom cruciaal voor het levensonderhoud van de Afghanen, maar er is geen sprake geweest van een effectief waterbeleid. Veel boeren hebben al lange tijd schulden bij de taliban en zaten vast zonder enig perspectief. Hierdoor kwam de teelt van papaver op gang, waar de taliban vervolgens grof geld mee verdienen. Op deze manier droeg het veranderende klimaat bij tot de versterking van de taliban.

Somalië

Somalië is een extreem arm land. Hier zien we hoe de klimaatverandering de gronddoorzaken van de piraterij voedt. De opwarming van de kustwateren heeft een negatieve invloed op het visbestand. Tegelijkertijd neemt het aantal grote moderne buitenlandse trawlers sinds het uiteenvallen van de Somalische staat sterk toe, met overbevissing als gevolg. Momenteel heeft Somalië te leiden onder de extreemste droogte sinds veertig jaar. Deze uitzichtloze situatie maakt bepaalde jongeren vatbaarder voor piraterij of rekrutering voor terroristische groeperingen. Somalië toont aan dat klimaatverandering zwakke staten nog verder de diepte in kan duwen.

Het mag duidelijk zijn dat de klimaatverandering een scala aan veiligheidsproblemen met zich mee brengt. De klimaatverandering is geen militair probleem, maar de defensie- en veiligheidssector speelt een belangrijke rol bij het beperken van de gevolgen van de klimaatverandering. De defensiesector is een essentiële partner in het tegengaan van de wereldwijde ontwrichting door de klimaatverandering. Dit vraagt om sterke en concrete inspanningen, zowel op internationaal als nationaal niveau.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que la crise climatique constitue un défi global qui dépasse les frontières nationales;

B. considérant que les groupes les plus vulnérables sont les premières victimes des catastrophes naturelles;

C. considérant que l'armée belge a déjà diminué ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % depuis 2005;

D. considérant que les services de secours locaux rencontrent souvent des difficultés lors des catastrophes naturelles et qu'ils font alors appel à la Défense;

E. considérant que la Banque mondiale a prédit que les changements climatiques pourraient engendrer près de 216 millions de réfugiés climatiques à l'horizon 2050;

F. considérant que les jeunes des pays pauvres risquent davantage de se faire recruter par des groupes extrémistes, la crise climatique les privant de perspectives d'avenir;

G. considérant que l'eau peut être utilisée comme un levier par des groupes extrémistes, qui tentent par exemple d'obtenir le contrôle de barrages, comme lors de la prise temporaire du barrage de Mossoul par l'EIL³ en août 2014, prise qui a entraîné, selon le *U.S. Army Corps of Engineers*, jusqu'à 23.000 mètres cubes de cavités sous le barrage, ce qui représente un risque de sécurité important;

H. considérant que le *Planbureau voor de Leefomgeving* (PBL) néerlandais estimait dès 2018 que la combinaison entre la pénurie d'eau croissante et l'augmentation de la demande en eau entraînerait un risque accru de "guerres de l'eau";

I. considérant que certaines missions des Nations Unies, par exemple la MINUSMA au Mali, ont eu un impact écologique considérable qui a donné lieu à des protestations locales et affecté leur efficacité;

J. considérant que la réduction de l'empreinte écologique des missions militaires peut également accroître l'efficacité de ces missions;

³ L'EIL (État islamique en Irak et au Levant) est une organisation militante djihadiste active en Irak et en Syrie.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het feit dat de klimaatcrisis een globale uitdaging is die de landsgrenzen overschrijdt;

B. gelet op het feit dat de meest kwetsbare groepen de grootste slachtoffers zijn van de natuurrampen;

C. overwegende dat het Belgisch leger haar broeikasgasemissies sinds 2005 reeds met 40 procent heeft verminderd;

D. overwegende dat de lokale hulpdiensten bij natuurrampen vaak problemen ondervinden en daarom een beroep doen op Defensie;

E. gelet op de voorspelling van de Wereldbank dat de klimaatverandering kan leiden tot 216 miljoen klimaatvluchtelingen tegen 2050;

F. overwegende dat jongeren in arme landen meer vatbaar zijn voor de rekrutering door extremistische groeperingen omdat zijn door de klimaatverandering vaker opgroeien zonder perspectief;

G. gelet op het feit dat water als machtsmiddel kan worden ingezet, bijvoorbeeld door extremistische groeperingen om controle te krijgen over stuwdammen, zoals de tijdelijke overname van de Mosul-dam door ISIS³ in augustus 2014, die volgens het *U.S. Army Corps of Engineers* heeft geleid tot 23.000 kubieke meter aan holtes onder de dam wat een groot veiligheidsrisico vormt;

H. gelet op de, reeds in 2018 geuite, verwachting van het Nederlands Planbureau voor de Leefomgeving (PBL) dat de combinatie van het groeiende watertekort en de toenemende watervraag zal leiden tot een grotere kans op 'wateroorlogen';

I. gelet op het feit dat VN-missies, zoals bijvoorbeeld MINUSMA in Mali, een behoorlijke ecologische impact hebben gehad op de omgeving wat aanleiding gaf tot lokale protesten en aldus ook gevolgen had op de effectiviteit van de missie;

J. overwegende dat het verminderen van de ecologische voetafdruk van de militaire missies ook de effectiviteit van de missies kan vergroten;

³ ISIS (Islamitische Staat in Irak en Syrië) is een militant jihadistische organisatie die actief is in Irak en Syrië.

K. considérant que la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a indiqué, dans son rapport de 2019 intitulé “*The Cost of Doing Nothing*”, que si l’on n’agit pas à temps, le coût du changement climatique pourra atteindre 20 milliards de dollars par an pour l’aide urgente internationale;

L. considérant que les catastrophes naturelles font davantage de victimes féminines que masculines;

M. considérant que le changement climatique en Arctique a des conséquences sur la politique de sécurité de l’Union européenne et de l’OTAN;

N. vu la création, en 2019, de l’*International Military Council on Climate and Security* (IMCCS), un réseau international regroupant des dirigeants militaires et des experts en sécurité qui se consacrent à l’analyse et à l’anticipation des risques de sécurité engendrés par le changement climatique, création qui illustre la prise de conscience progressive, parmi les dirigeants militaires, de l’impact du changement climatique sur la sécurité internationale;

O. considérant que le rapport sur le climat publié le 4 avril 2022 par le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat des Nations Unies (GIEC) indique qu’en 2019, les pays économiquement développés ont été responsables de 24 % des émissions, contre 3 % pour les pays les plus pauvres;

P. vu le Plan d’action de l’OTAN sur le changement climatique et la sécurité, publié le 14 juin 2021, qui contient les points suivants:

P.1. le changement climatique rend le travail des armées plus ardu;

P.2. les conséquences du changement climatique peuvent entraîner des famines, des inondations, la perte de terres et de moyens de subsistance, et ont en outre un impact disproportionné sur les femmes et les filles ainsi que sur les groupes de population pauvres, vulnérables ou marginalisés;

Q. vu la première étude annuelle de l’OTAN sur les incidences du changement climatique sur la sécurité, publiée le 28 juin 2022, considérée par l’OTAN elle-même comme “préoccupante” et contenant notamment les éléments suivants:

Q.1. la réaffirmation qu’il convient de considérer le changement climatique comme “le plus grand défi de notre temps”, qui va “sensiblement” accroître les risques

K. gelet op het rapport ‘*The Cost of Doing Nothing*’ van de Internationale Federatie van het Rode Kruis van 2019, waarin gesteld wordt dat indien niet tijdig wordt ingegrepen, de kostprijs van de klimaatverandering voor internationale noodhulp kan oplopen tot zo’n 20 miljard dollar per jaar;

L. overwegende dat natuurrampen meer vrouwelijke dan mannelijke slachtoffers veroorzaken;

M. overwegende dat de klimaatverandering in het noordpoolgebied consequenties heeft voor het veiligheidsbeleid van de EU en de NAVO;

N. gelet op de oprichting in 2019 van de *International Military Council on Climate and Security* (IMCCS), een internationaal netwerk voor militaire leiders en veiligheidsdeskundigen die zich toelagen op het analyseren van en anticiperen op de veiligheidsrisico’s van de klimaatverandering dat aantoonde dat het bewustzijn onder militaire leiders over de impact van de klimaatverandering op internationale veiligheid groeit;

O. gelet op het klimaatrapport van de Intergouvernementele Werkgroep inzake klimaatverandering van de Verenigde Naties, gepubliceerd op 4 april 2022, waaruit blijkt dat in 2019 de economisch ontwikkelde landen voor 24 procent van de uitstoot verantwoordelijk waren, ten opzichte van 3 procent voor de allerarmste landen;

P. gelet op *NATO Climate Change and Security Action Plan*, gepubliceerd op 14 juni 2021, dat volgende elementen omvat:

P.1. de klimaatverandering maakt het voor militairen moeilijker om hun taken uit te voeren;

P.2. de gevolgen van de klimaatverandering kunnen leiden tot hongersnood, overstromingen, verlies van land en middelen van bestaan, en hebben een onevenredig effect op vrouwen en meisjes en op arme, kwetsbare of gemarginaliseerde bevolkingsgroepen;

Q. gelet het eerste jaarlijkse *NATO Climate Change and Security Impact Assessment*, gepubliceerd op 28 juni 2022, dat door de NAVO zelf als “ontnuchterend” wordt beschouwd en dat onder andere de volgende elementen omvat:

Q.1. een vernieuwde erkenning dat de klimaatverandering als een “overkoepelende uitdaging van onze tijd” moet worden beschouwd die de risico’s voor de

pour la sécurité et qui va “empirer à mesure que le réchauffement de la planète va se poursuivre”;

Q.2. un appel à une transformation radicale de l’approche de l’OTAN en matière de défense et de sécurité;

Q.3. la désignation de l’OTAN comme l’organisation internationale de référence s’agissant de comprendre les incidences du changement climatique et de s’y adapter;

R. considérant que l’OTAN a annoncé la création d’un “Centre d’excellence de l’OTAN pour le changement climatique et la sécurité” à la suite d’une initiative du Canada en juin 2021;

S. vu la *Climate Change and Defence Roadmap* de l’Union européenne, qui a été publiée le 9 novembre 2020 et qui contient notamment les points suivants:

S.1. la nécessité d’une plus grande prise de conscience de l’impact du changement climatique sur la sécurité intérieure et extérieure de l’Union européenne;

S.2. la mise en exergue du rôle majeur que les armées peuvent remplir dans la protection de la biodiversité en tant que principaux propriétaires de terres libres;

S.3. le fait que le changement climatique n’est pas seulement un multiplicateur de la menace, mais entraîne aussi de nouveaux défis opérationnels comme la fabrication de matériel résistant aux conditions climatiques extrêmes et le développement de technologies éco-énergétiques;

T. considérant que l’Allemagne a annoncé en juillet 2020 aux Nations Unies la création d’un *Global Climate Security Risk and Foresight Assessment*;

U. considérant que les services de renseignement jouent un rôle important dans l’appréciation d’éléments pouvant avoir un impact sur la sécurité, y compris les effets du changement climatique;

V. considérant que la lutte pour les droits des femmes et des jeunes filles est liée à la lutte contre le changement climatique;

W. vu le Plan STAR de la ministre de la Défense, Mme Ludivine Dedonder, publié le 2 mai 2022, qui comprend notamment les éléments suivants:

W.1. le principe n° 7, qui mentionne l’objectif de réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre des activités et des installations de la Défense;

W.2. le constat que la crise climatique peut entraîner une augmentation du nombre de catastrophes naturelles

veiligheid “meetbaar” zal vergroten en “zal verergeren naarmate de wereld verder opwarmt”;

Q.2. een oproep tot een fundamentele transformatie van de NAVO-benadering van defensie en veiligheid;

Q.3. de aanwijzing van de NAVO als een toonaangevende internationale organisatie op het gebied van inzicht in en aanpassing aan de klimaatverandering;

R. gelet op de aankondiging van de NAVO tot de oprichting van een “*NATO Climate Change and Security Centre of Excellence*”, naar aanleiding van een initiatief van Canada in juni 2021;

S. gelet op de *EU Climate Change and Defence Roadmap*, gepubliceerd op 9 november 2020, bestaande uit onder andere de volgende elementen:

S.1. de grotere nood aan bewustzijn over de impact van de klimaatverandering op intra-EU en externe veiligheid;

S.2. het benadrukken van de belangrijke rol die de legers kunnen spelen in de bescherming van biodiversiteit als grootste eigenaars van vrij land;

S.3. het feit dat de klimaatverandering niet enkel een “*threat multiplier*” is, maar ook zorgt voor nieuwe operationele uitdagingen zoals het voorzien van correct materiaal voor extreme weersomstandigheden en de ontwikkeling van energie-efficiënte technologieën;

T. gelet op de aankondiging van Duitsland bij de Verenigde Naties in juli 2020 tot de oprichting van een *Global Climate Security Risk and Foresight Assessment*;

U. overwegende dat inlichtingendiensten een belangrijke rol spelen bij het inschatten van potentiële veiligheidseffecten, waaronder de gevolgen van de klimaatverandering;

V. overwegende dat de strijd voor meisjes- en vrouwenrechten samenhangt met de strijd tegen de klimaatverandering;

W. gelet op het STAR-plan van minister van Defensie Ludivine Dedonder, gepubliceerd op 2 mei 2022, bestaande uit onder andere de volgende elementen:

W.1. het Principe 7, waarin de doelstelling staat vermeld om de broeikasgasemissies van de activiteiten en de installaties van Defensie aanzienlijk te verminderen;

W.2. de vaststelling dat de klimaatcrisis kan leiden tot een toenemend aantal natuurrampen in België, zoals de

en Belgique – telles que les inondations de juillet 2021, qui ont fait 41 morts –, ce qui nécessite une planification de la réponse aux catastrophes, dans le cadre de laquelle les forces armées peuvent soutenir les services compétents;

W.3. la mention du fait que les tendances environnementales et le changement climatique sont des forces structurelles qui formeront la base de notre environnement sécuritaire au cours des prochaines décennies;

X. considérant que certaines missions de maintien de la paix se déroulent dans des États fragiles où le changement climatique est souvent un facteur d'instabilité croissante;

Y. considérant que, dans le cadre de la complexité des opérations militaires de stabilisation, la gestion de l'eau constitue un outil potentiellement important en matière de gestion des crises et des conflits, comme l'a démontré la mission néerlandaise à Uruzgan, en Afghanistan;

Z. vu le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Madrid les 29 et 30 juin 2022, au cours duquel il a été annoncé que l'approche climatique de l'Alliance serait beaucoup plus large et plus approfondie dans le programme de travail de l'OTAN de la prochaine décennie, ce qui comprend notamment le développement de systèmes de mesure des émissions, le déploiement de l'électricité et de l'hydrogène pour les transports militaires et l'amélioration de la résistance des bases militaires aux catastrophes naturelles;

AA. considérant que la Défense contribue au changement climatique à la fois par des émissions directes, notamment celles engendrées par des opérations militaires ou celles liées à la consommation des bâtiments militaires, et par des émissions indirectes, telles que celles liées à la fabrication de matériel militaire;

BB. considérant qu'il est possible d'accroître la transparence des statistiques des émissions de gaz à effet de serre liées à l'activité militaire, comme c'est en partie le cas en France, aux États-Unis et en Norvège;

CC. vu le cadre en matière de déclaration des émissions de gaz à effet de serre d'origine militaire, qui a été publié en juin 2022 par l'Observatoire des conflits et de l'environnement (CEOBS);

overstromingen van juli 2021 die 41 dodelijke slachtoffers eisten, waardoor een rampenbestrijdingsplanning vereist is waarbij de strijdkrachten de bevoegde diensten kunnen ondersteunen;

W.3. de vermelding dat de milieutrends en de klimaatverandering structurele krachten zijn die de basis van onze veiligheidssituatie zullen vormen tijdens de komende decennia;

X. overwegende dat vredesmissies plaatsvinden in fragiele staten waar de klimaatverandering vaak een aanjager is van groeiende instabiliteit;

Y. overwegende dat binnen de complexiteit van de militaire stabilisatieoperaties waterbeheer een potentieel belangrijk instrument is voor de crisis- en conflictbeheersing, zoals gebleken is uit de Nederlandse missie in Uruzgan, Afghanistan;

Z. gelet op de NAVO-top in Madrid van 29 en 30 juni 2022, waarop werd aangekondigd dat de klimaataanpak van het bondgenootschap veel dieper en breder zal zijn in het NAVO-werkprogramma voor de komende tien jaar, waaronder de ontwikkeling van systemen om de uitstoot te meten, de inzet van stroom en waterstof voor militair transport en het beter bestand maken van militaire bases tegen natuurrampen;

AA. gelet op het feit dat Defensie aan de klimaatverandering bijdraagt door zowel directe emissies, zoals tijdens militaire operaties en het verbruik van militaire gebouwen, als door indirecte emissies, zoals in de waardeketen van de productie van militair materiaal;

BB. gelet op het feit dat het mogelijk is om de rapportering van militaire broeikasgasemissies transparanter te maken, zoals deels het geval is in Frankrijk, de Verenigde Staten en Noorwegen;

CC. gelet op het kader voor rapportage van militaire broeikasgasemissies, gepubliceerd door *The Conflict and Environment Observatory*, in juni 2022;

DD. considérant que la directive-cadre “stratégie pour le milieu marin” de l’Union européenne du 17 juin 2008⁴ ne s’applique pas encore à ce jour au secteur militaire;

EE. vu les effets nocifs potentiels du bruit sous-marin provenant notamment des sonars, des navires et des explosifs, tels qu’ils ont été analysés notamment par l’Observatoire des conflits et de l’environnement;

FF. considérant que le coût environnemental des dommages de guerre causés aux installations d’énergie renouvelable est inférieur à celui des dommages causés aux infrastructures de production d’énergie fossile, ce qui peut être un argument supplémentaire en faveur d’une transition la plus rapide possible vers les énergies renouvelables;

GG. vu le projet BiodiversiScape, lancé le 24 novembre par la ministre du Climat, de l’Environnement, du Développement durable et du Green Deal, Mme Zakia Khattabi, une initiative visant à promouvoir la biodiversité dans les propriétés et les domaines fédéraux, y compris les propriétés de la Défense;

HH. considérant qu’il est nécessaire, pour garantir les capacités de la Défense, de prendre des mesures afin qu’elles soient suffisamment capables de résister aux effets actuels et futurs du changement climatique;

II. considérant que la Défense n’est pas à l’heure actuelle un partenaire structurel en matière de gestion des crises liées aux catastrophes naturelles;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de prendre les mesures interne suivantes:

1.1. établir un bilan des émissions annuelles de gaz à effet de serre de la Défense en tenant compte du cadre de déclaration des émissions de gaz à effet de serre d’origine militaire élaboré en juin 2022 par l’Observatoire des conflits et de l’environnement (CEOBS), et communiquer de la manière la plus transparente possible à ce sujet;

1.2. élaborer une feuille de route visant à réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre de la Défense et à atteindre la neutralité climatique d’ici 2050, et soumettre un rapport à ce sujet à la Chambre des représentants;

⁴ Directive 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d’action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre “stratégie pour le milieu marin”), publiée au *Journal officiel de l’Union européenne* du 25 juin 2008, L 164/19.

DD. overwegende dat de Kaderrichtlijn Mariene Strategie van de Europese Unie van 17 juni 2008⁴ tot dusver niet van toepassing is voor de militaire sector;

EE. gezien de mogelijke schadelijke effecten van onderwatergeluid door onder andere sonar, schepen en explosieven, gedocumenteerd door onder andere *The Conflict and Environment Observatory*;

FF. gelet op het feit dat de milieukosten van oorlogsschade aan de installaties van hernieuwbare energie lager zijn dan de kosten voor schade aan de fossiele energie-infrastructuur, wat als een bijkomend argument kan gelden om de transitie naar de hernieuwbare energie zo snel mogelijk te realiseren;

GG. gelet op het project BiodiversiScape, gelanceerd op 24 november door minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal, Zakia Khattabi, een initiatief gericht op de bevordering van de biodiversiteit van de federale eigendommen en domeinen, waaronder de eigendommen van Defensie;

HH. overwegende dat het noodzakelijk is voor de garantie van de capaciteiten van Defensie, om maatregelen te nemen en aldus voldoende aangepast te zijn aan de huidige en toekomstige effecten van de klimaatverandering;

II. overwegende dat Defensie momenteel geen structurele partner is voor het crisisbeheer bij natuurrampen;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de volgende interne acties te ondernemen:

1.1. het in kaart brengen van de jaarlijkse broeikasgasemissie van Defensie waarbij rekening wordt gehouden met het kader voor rapportage van militaire broeikasgasemissies zoals ontwikkeld door *The Conflict and Environment Observatory* in juni 2022, en hierover zo transparant mogelijk te rapporteren;

1.2. het uitwerken van een stappenplan om de broeikasgasuitstoot van Defensie significant te laten dalen en tegen 2050 klimaatneutraal te zijn en hierover te rapporteren aan de Kamer van volksvertegenwoordigers;

⁴ Richtlijn 2008/56/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 juni 2008 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het beleid ten aanzien van het mariene milieu (Kaderrichtlijn mariene strategie), gepubliceerd in het *Publicatieblad van de Europese Unie* van 25 juni 2008, L 164/19.

1.3. publier au plus tard d'ici la fin de l'année 2023 le plan d'action pour une Défense durable qui a été annoncé et en débattre avec la Chambre des représentants;

1.4. procéder à une évaluation annuelle des efforts fournis par la Défense pour atteindre les objectifs climatiques et soumettre cette évaluation à la Chambre des représentants;

1.5. publier chaque année une analyse détaillée de l'empreinte carbone directe et indirecte de la Défense;

1.6. intégrer les principes de l'économie circulaire dans les achats et les pratiques de la Défense, en accordant une grande attention à la gestion des déchets et en s'engageant à appliquer au maximum les directives européennes relatives à la législation sur le devoir de vigilance;

1.7. opter, au sein de la Défense, pour des formules de compensation telles que la plantation de forêts;

1.8. dans le cadre du projet "Quartiers du futur", développer les quartiers de la Défense de la manière la plus durable et la plus respectueuse du climat et de l'environnement possible et en faire un exemple pour les nouvelles infrastructures ou les rénovations à venir;

1.9. inclure systématiquement les émissions de gaz à effet de serre comme critère majeur dans les procédures d'adjudication de la Défense;

1.10. vérifier dans quelle mesure le matériel militaire actuel est adapté au changement climatique;

1.11. lors de l'achat de nouveaux équipements, vérifier systématiquement comment limiter l'impact négatif sur l'environnement et le climat et inclure ces considérations dans le dossier soumis à la commission des Achats et Ventes militaires;

1.12. accroître activement et structurellement les connaissances internes de la Défense en matière de changement climatique et d'impact sur la sécurité nationale et internationale afin que le changement climatique fasse désormais partie intégrante des analyses de renseignements servant de base à la planification des contributions militaires aux missions;

1.3. uiterlijk eind 2023 het aangekondigde actieplan voor een duurzame Defensie te publiceren en hierover in debat te gaan met de Kamer van volksvertegenwoordigers;

1.4. het uitvoeren van een jaarlijkse evaluatie van de inspanningen van Defensie om de klimaatdoelstellingen te behalen en de Kamer van volksvertegenwoordigers hierover te informeren;

1.5. het jaarlijks publiceren van een gedetailleerde analyse van de directe et indirecte koolstofvoetafdruk van Defensie;

1.6. in de aankopen en de praktijken van Defensie de beginselen van een circulaire economie te integreren, hierbij veel aandacht te hebben voor het afvalbeheer en zich te engageren om de Europese richtlijnen inzake zorgplichtwetgeving maximaal toe te passen;

1.7. binnen Defensie in te zetten op vormen van compensatie, zoals het aanplanten van bossen;

1.8. in het kader van het plan 'kwartieren van de toekomst' de kwartieren van Defensie zo duurzaam, klimaat- en milieuvriendelijk mogelijk uit te werken en te laten gelden als voorbeeld voor de nieuwe infrastructuur of renovatie in de toekomst;

1.9. de broeikasgasemissie systematisch op te nemen als belangrijk criterium in de aanbestedingsprocessen van Defensie;

1.10. te monitoren in welke mate het bestaand militair materieel is aangepast aan de klimaatverandering;

1.11. bij de aankoop van nieuw materieel systematisch na te gaan hoe de negatieve impact op het milieu en het klimaat beperkt kan worden en dit op te nemen in het dossier dat ter bespreking wordt voorgelegd aan de Commissie Legeeraankopen en Verkoop;

1.12. actief de inhouse kennis van Defensie over de klimaatverandering en de impact op de nationale en internationale veiligheid structureel te vergroten, zodoende dat de klimaatverandering een integraal onderdeel wordt van de inlichtingenanalyses als basis voor de planning van de militaire bijdragen in missies;

1.13. accorder au thème de l'impact du changement climatique sur la sécurité nationale et internationale une place centrale dans les formations proposées par la Défense;

1.14. inclure des clauses relatives à l'environnement, au climat et à la durabilité ainsi que des clauses sociales dans les marchés publics concernant des biens et services non militaires – fournitures de bureau, services de nettoyage, restauration et blanchisserie – afin de réduire les déchets et les émissions de substances toxiques et, en ce qui concerne la restauration, privilégier les produits locaux, biologiques et de saison;

1.15. dresser un inventaire des équipements de la Défense susceptibles d'être déployés sur notre territoire en cas de catastrophe naturelle;

1.16. participer activement aux initiatives de coopération internationale, d'échange d'informations et de bonnes pratiques concernant la réduction des émissions de CO₂ liées au secteur de la défense;

1.17. utiliser les sites de la Défense à des fins durables en y installant par exemple des parcs solaires et/ou éoliens et fournir le cadre légal nécessaire à cet effet;

1.18. investir dans les véhicules électriques et les turbines-tulipes⁵ et développer les futurs navires de guerre sur la base de technologies vertes afin que leurs émissions soient réduites et qu'ils puissent être déployés plus longtemps, en veillant toutefois à ce que cela ne se fasse pas au détriment des performances militaires;

1.19. proposer la co-utilisation des aérodromes, des casernes et des ports de la Défense pour la production, la conversion et/ou le stockage d'énergie renouvelable;

1.20. investir dans la protection des réseaux d'énergie et de télécommunications contre des conditions climatiques plus extrêmes;

1.21. développer le plus rapidement et le plus complètement possible la feuille de route "visant à réduire les restrictions imposées par le secteur aérien au développement de l'éolien" qui a été présentée par la ministre de la Défense Ludivine Dedonder et le vice-premier ministre et ministre de la Mobilité Georges Gilkinet à la suite de la décision du Conseil des ministres du 18 mars 2022;

⁵ La turbine-tulipe est une turbine dite verticale. Ses lames sont dressées à la façon des pétales d'une tulipe fermée, d'où son nom. Comme les pales tournent sur leur axe et non comme une hélice, le nombre de rotations est plus faible et elles sont donc beaucoup plus silencieuses.

1.13. het thema rond de impact van de klimaatverandering op nationale en internationale veiligheid een centrale positie te geven in de opleidingen van Defensie;

1.14. in contracten voor overheidsopdrachten aan gaande niet-militaire goederen en diensten – kantoorbenodigdheden, poetsdiensten, catering en wasserij – milieu-, klimaat- en duurzaamheidsclausules alsmede sociale clausules op te nemen met het oog op de vermindering van de afval en de uitstoot van toxische stoffen en qua catering prioriteit te geven aan lokale, biologische en seizoensgebonden producten;

1.15. het opstellen van een inventarisatie van defensiematerieel dat op ons grondgebied kan worden ingezet in geval van een natuurramp;

1.16. actief deel te nemen aan de initiatieven van internationale samenwerking, de uitwisseling van informatie en best practices, inzake de vermindering van CO₂-emissies in verband met de defensiesector;

1.17. de defensielocaties in te zetten voor duurzame doeleinden, zoals het aanleggen van zonne- en/of windparken, en hiervoor de nodige wettelijke kaders te voorzien;

1.18. te investeren in elektrische voertuigen, *Flower Turbines*⁵ en de toekomstige marineschepen te ontwikkelen met behulp van groene technologieën, waardoor hun uitstoot lager is en ze voor langere tijd inzetbaar zijn, mits dit niet ten koste gaat van de militaire prestaties;

1.19. het medegebruik aan te bieden van vliegvelden, kazernes en havens van Defensie voor de opwekking, conversie en/of opslag van hernieuwbare energie;

1.20. te investeren in de bescherming van energie- en telecommunicatienetwerken tegen extremere weersomstandigheden;

1.21. de routekaart "vermindering van de luchtvaartbeperkingen voor de ontwikkeling van windenergie", gepresenteerd door minister van Defensie Ludivine Dedonder en de vice-eersteminister en minister van Mobiliteit Georges Gilkinet naar aanleiding van de beslissing van de Ministerraad op 18 maart 2022, zo snel en grondig mogelijk uit te werken;

⁵ De *Flower Turbine* is een zogeheten verticale turbine. De bladen staan rechtop, als een gesloten tulp. Vandaar ook de naam. Omdat de bladen om hun as draaien, en niet als een propeller, is het aantal rotaties lager en daarmee een stuk stiller.

1.22. examiner d'ores et déjà dans le cadre du projet pilote mis en place pour le programme *BiodiversiScape* quel est l'état de la biodiversité dans les domaines appartenant à la Défense;

1.23. faire de la Défense un partenaire structurel dans la gestion des crises liées aux catastrophes naturelles et la préparer aux risques de sécurité intérieure liés au changement climatique;

1.24. prendre des mesures afin d'utiliser l'eau de la manière la plus économe possible et appliquer des techniques naturelles à cet effet en vue de protéger l'eau en tant que ressource naturelle essentielle en Belgique;

1.25 se baser, pour l'utilisation des sols et les activités, sur le principe du "*Do-No-Significant-Harm*", en analysant l'impact actuel de la Défense sur la biodiversité et en prenant des mesures visant à protéger le plus activement possible la biodiversité, conformément aux diverses directives européennes en la matière;

2. de prendre les mesures suivantes concernant les missions à l'étranger et la coordination internationale:

2.1. lors de chaque déploiement en mission à l'étranger, examiner dans quelle mesure le changement climatique a un impact sur l'environnement opérationnel et en informer la commission de Suivi des missions à l'étranger;

2.2. développer le soutien apporté par la Défense en cas de catastrophe à l'étranger;

2.3. plaider en faveur d'une coopération internationale forte en cas de soutien de la Défense à la lutte contre les effets des catastrophes naturelles dans le cadre de B-FAST, ce qui inclut également une coordination efficace des moyens disponibles;

2.4. en collaboration avec les Affaires étrangères, miser sur la prévention des conflits en fournissant, par le biais de la coopération multilatérale, un soutien technique aux États qui prennent des mesures pour réduire l'impact du changement climatique;

2.5. dans la poursuite du développement de la coopération européenne en matière de défense, plaider pour limiter au maximum la dépendance aux combustibles fossiles;

2.6. insister auprès de l'OTAN pour que les émissions directes et indirectes soient prises en compte dans son système de mesure des émissions;

2.7. insister pour que l'OTAN rende publique sa méthodologie de mesure des émissions et engage un dialogue

1.22. tijdens het pilootproject in het kader van BiodiversiScape reeds te onderzoeken hoe het gesteld is met de biodiversiteit op de domeinen van Defensie;

1.23. Defensie een structurele partner te maken van het crisisbeheer bij natuurrampen en voor te bereiden op binnenlandse veiligheidsrisico's die gerelateerd zijn aan klimaatverandering;

1.24. maatregelen te nemen om zo zuinig mogelijk om te gaan met watergebruik en hierbij op natuur-gebaseerde technieken toe te passen ter bescherming van water als essentieel natuurlijke hulpbron in België;

1.25 het *Do-No-Significant-Harm*-principe gebruiken als uitgangspunt in het grondgebruik en de activiteiten en hierbij een analyse te maken van de huidige impact van Defensie op de biodiversiteit en maatregelen te nemen om zo actief mogelijk de biodiversiteit te beschermen, in lijn met de diverse Europese richtlijnen ter zake;

2. de volgende acties te ondernemen inzake buitenlandse missies en internationale coördinatie:

2.1. bij elke inzet in buitenlandse missies te onderzoeken in welke mate de klimaatverandering een impact heeft op de operationele omgeving en hierover de Commissie Opvolging van de Buitenlandse Zendingen te informeren;

2.2. de ondersteuning van Defensie bij rampenbestrijding in het buitenland verder uit te werken;

2.3. te pleiten voor een sterke internationale samenwerking in het geval van steun van Defensie aan de bestrijding van de gevolgen van natuurrampen in het kader van B-FAST, waaronder een efficiënte coördinatie van de beschikbare middelen;

2.4. in samenwerking met Buitenlandse Zaken, in te zetten op conflictpreventie door, via multilaterale samenwerking, technische ondersteuning te bieden aan staten die maatregelen treffen om de impact van de klimaatverandering te verlagen;

2.5. in de verdere uitwerking van de Europese defensiesamenwerking te pleiten voor een zo laag mogelijke afhankelijkheid van fossiele brandstoffen;

2.6. er bij de NAVO op aan te dringen om zowel directe als indirecte emissies op te nemen in hun systeem om de uitstoot te meten;

2.7. er bij de NAVO op aan te dringen om hun methodologie voor het meten van de uitstoot publiek te maken

avec les organisations non gouvernementales sur cette question;

2.8. inviter l'OTAN à être aussi transparente que possible sur les plans en matière de climat;

2.9. investir dans le développement de camps auto-suffisants, notamment grâce à l'énergie solaire, éolienne et terrestre, et partager cette technologie avec la population locale;

2.10. insister pour que l'UE et l'OTAN veillent à ce que les missions n'aient pas d'impact négatif sur l'approvisionnement en eau de la population locale et plaider à cet égard pour que l'on investisse dans des technologies d'épuration de l'eau pour les camps militaires;

2.11. insister auprès de la Commission européenne pour qu'elle impose des exigences de durabilité pour les plans soumis par les entreprises au Fonds européen de la défense;

2.12. plaider au niveau européen pour l'instauration d'une réglementation de la pollution sonore sous-marine causée par des sources militaires;

2.13. étudier comment les instituts de recherche belges peuvent contribuer à l'initiative de l'Allemagne visant à établir un *Global Climate Security Risk and Foresight Assessment*;

2.14. demander instamment aux Nations Unies de créer un centre de risques pour les catastrophes naturelles afin que les pays du monde entier puissent être préparés à faire face aux conséquences des catastrophes naturelles;

2.15. étudier comment la gestion de l'eau pourrait jouer un rôle dans les missions militaires afin de renforcer la stabilité pendant et après un conflit.

21 décembre 2022

Guillaume Defossé (Ecolo-Groen)
Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen)

en hierover in dialoog te treden met niet-gouvernementele organisaties;

2.8. er bij de NAVO op aan te dringen om zo transparant mogelijk te zijn over de klimaatplannen;

2.9. te investeren in de ontwikkeling van zelfvoorzienende kampen, door bijvoorbeeld zonne-, wind- en bodemenergie, en deze technologie te delen met de lokale bevolking;

2.10. er bij de EU en de NAVO op aan te dringen dat de missies geen negatieve invloed zouden hebben op de watervoorziening van de lokale bevolking en hierbij te pleiten voor investeringen in technologieën voor de waterzuivering voor militaire kampen;

2.11. er bij de Europese Commissie op aan te dringen om duurzaamheidseisen te stellen aan de plannen die door bedrijven worden ingediend bij het Europees Defensiefonds;

2.12. op Europees niveau te pleiten voor een regelgeving voor de geluidshinder die onder water wordt veroorzaakt door militaire bronnen;

2.13. te onderzoeken hoe de Belgische onderzoeksinstituten kunnen bijdragen aan het initiatief van Duitsland tot het oprichten van een *Global Climate Security Risk and Foresight Assessment*;

2.14. er bij de VN op aan te dringen om een risicocentrum voor natuurrampen op te richten, zodoende dat landen over heel de wereld voorbereid kunnen worden op de gevolgen van natuurrampen;

2.15. te onderzoeken op welke manier waterbeheer een rol kan spelen in de militaire missies om de stabiliteit tijdens en na het conflict te vergroten.

21 december 2022